

Agence de Toulouse

LE ZODIAQUE

1 Passage de l'Europe - ZAC du Canal

31400 TOULOUSE

Tel 05 61 73 25 56

toulouse@alpes-contrôles.fr

CTC R201/Version 20220708

Mission(s)

AMI_TRAV, ATHAND, ATT_ADAP, CONSUEL, F, L (*), LE, PBAVTD,
PHA, SEI (*), TH, VIEL (*)

Nos références

310C2115¹ (310-C-2021-0017)

Date

14/10/2022

TOULOUSE CONSTRUCTION ANNEXE CAP CAMPUS RANGUEIL UNIVERSITE FEDERALE

RAPPORT DE CONCEPTION N°5 Phase PC



Envoi	COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ETABLISSEMENTS UNIVERSITE FEDERALE DE TOULOUSE MIDI-PYRENEES - BUFFON Julien - SONNENDRUCKER Christophe	<i>Maître d'ouvrage</i>	contact@univ-toulouse.fr / julien.buffon@univ- toulouse.fr / christophe.sonnendrucker@univ- toulouse.fr
Copie	ATELIER A4 - CHAPELON Clotilde - PINEL Patrick SACET EBM	<i>Maître d'oeuvre</i> <i>BET Fluides</i> <i>BET Structure</i>	clotilde.chapelon@atelier4.fr / patrick.pinel@atelier4.fr sacet@sacet.fr contact@ebmstructures.fr

Le chargé d'affaire,
Fanny VIGIER

Le présent rapport annule et remplace le Rapport de conception n°4 du 03/10/2022. Dossier PC mis à jour



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées
dans ce document sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	7
VII.1 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP.....	8
VII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	16
VII.3 - Classement et référentiel.....	23
VII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	24
VII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	27

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule durant la phase conception, au stade indiqué en tête de rapport.

Il ne constitue pas le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999 (RICT), qui sera établi à partir du dossier de consultation des entreprises.

Le présent rapport vise le dossier de permis de construire.

Le présent rapport annule et remplace le Rapport de conception n°4 du 03/10/2022. Dossier PC mis à jour

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°310-C-2021-0017 et qui sont détaillées ci après :

- AMI_TRAV - Repérage amiante avant travaux
- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- ATT_ADAP - Attestation d'achèvement dans le cadre d'un AD'AP
- CONSUEL - Mission relative à la vérification des installations Electriques en vue de l'obtention du visa consuel
- F - Mission de fonctionnement des installations
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- PBAVTD - Plomb avant travaux ou démolition
- PHA - Mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Fanny VIGIER

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ETABLISSEMENTS UNIVERSITE FEDERALE DE TOULOUSE MIDI-PYRENEES

41 allées Jules Guesde

CS 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Maître d'oeuvre

ATELIER A4

59, avenue Crampel

31400 TOULOUSE

BET Fluides

SACET

9 rue Jean Monnet

Parc d'activité du Cassé II

31240 ST JEAN

BET Structure
EBM
ZA "Les pousses
115 route du Portet
31270 VILLENEUVE TOLOSANE

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

CONSTRUCTION ANNEXE CAP CAMPUS RANGUEIL UNIVERSITE FEDERALE - TOULOUSE
CAMPUS RANGUEIL 31000 TOULOUSE
31000 TOULOUSE

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 12 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

Le présent rapport est établi à partir des documents listés ci-dessous. Les intervenants devront nous informer en temps utile, par documents complémentaires, de toute modification apportée ultérieurement (plans, nature des matériaux, définition des équipements, modification des conditions d'exploitation...). Ces informations devront nous être communiquées avant rédaction du Rapport Initial de Contrôle Technique, et en amont de nos visites par sondage en phase exécution, notre responsabilité ne pouvant être retenue en cas de modification non déclarée.

- Dossier PC

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Sans objet.

VII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Accessibilité handicapés des constructions - ERP
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VII.1 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP

Mission HAND

relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public ou les installations ouvertes au public

Référentiel

o Code de la construction et de l'habitation - articles L 111-7 à L 111-8-4, R.111-19 à R.111-19-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

o Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugent pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre I, Chapitre I, Section III Sous-section 4 Dispositions applicables lors de la construction d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public	PM	Concerne la construction de l'Annexe du CAP
Art. R-111-19	Domaine d'application	PM	
Art. R 111-19-1 à R-111-19-3	Dispositions applicables ou solutions d'effet équivalent	PM	Voir arrêté du 20/04/2017
Art. R-111-19-4	Caractéristiques spécifiques pour certains établissements	PM	Arrêtés non parus : - Enceintes sportives ; - Etablissements avec prestation visuelle ou sonore.
Art. R-111-19-5	Règles particulières à certains établissements	PM	Etablissements pénitentiaires : voir arrêté du 04/10/2010 Arrêtés non parus : - Etablissements militaires ; - Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; - Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; - Hôtels restaurants d'altitude et refuges de montagne ; - Etablissements flottants.
	Arrêté du 20 avril 2017 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19 à R 111-19-4 du CCH.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements et installations neufs satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Solution d'effet équivalent Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manoeuvre de porte, les espaces d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement par rapport aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	PM	
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	PM	Cf VII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	Cf VII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation I. - Usages attendus Niveau d'accès principal au bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible. Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée. L'utilisation du dispositif doit être la plus simple possible.	AF SO	
	II. – Caractéristiques minimales 1° - Accès horizontal et sans ressaut Ressaut maxi de 2 cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4 cm sous condition)	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Les portes comportant une partie vitrée importante peuvent être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne pas créer de gêne visuelle.	AF	Le CCTP lot 03 menuiseries extérieures serrurerie précise que de la vitrophanie sera mise en œuvre à 1,10m et à 1,60m du sol en bandes de 4 à 5 cm de haut pour les portes comportant une partie vitrée importante. Absence de porte battante.
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Les sas permettent le passage et la manoeuvre des portes pour les personnes handicapées.	AF	
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur de passage utile minimale de 1,40m pour desserte de zones et locaux pouvant recevoir 100 personnes ou plus.	AF	
	Vantail principal de 0,90m en cas de doubles vantaux, avec largeur de passage utile de 0.83m	AF	
	Largeur nominale minimale de 0,90m pour desserte de zones ou locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes, avec largeur de passage utile de 0.83m	SO	
	Largeur nominale minimale de 0,80m pour desserte des sanitaires non adaptés et des cabines à usage individuel non adaptés, avec largeur de passage utile de 0.77m	SO	Absence de sanitaire non adapté.
	Largeur de passage utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espace de manoeuvre de porte conforme à l'annexe 2 devant chaque porte (sauf celles ouvrant uniquement sur un escalier, les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés)	AF	
	Les sas sont tels que :		
	- A l'intérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte, hors débatement éventuel de la porte non manoeuvrée ;	SO	
	- A l'extérieur du sas, un espace de manoeuvre de porte existe devant chaque porte.	AF	
	2° - Atteinte et usage		
	Poignée de porte facilement préhensible et manoeuvrable en position « debout » comme « assis »	AF	
	Exigence de préhension et position des poignées de portes à l'exception des portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	Les fermes de portes devront être réglé de sorte que l'ouverture nécessite un effort de maximum 50 N.
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	
	3° - Sécurité d'usage		
	Contraste visuel des portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manoeuvre par rapport à leur environnement.	AF	
	Repérage des portes vitrées	AF	Le CCTP lot 03 menuiseries extérieures serrurerie précise que de la vitrophanie sera mise en œuvre à 1,10m et à 1,60m du sol en bandes de 4 à 5 cm de haut pour les portes comportant une partie vitrée importante.
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
	I. Usages attendus :		
	Accès autonome à l'ensemble des locaux ouverts au public	AF	
	Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service peuvent être repérés, détectés, atteints et utilisés par les personnes handicapées.	AF	
	La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.	AF	
	Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction, au moins un peut être repéré, détectés, atteint et utilisé par les personnes handicapées.	AF	Les casiers sont accessibles par une personne handicapée (dimension des casiers 120x50x130).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.	HM	A respecter par l'exploitant
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Repérage		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	AF	Le niveau d'éclairage défini pour la salle 4 est de 300 lux.
	Commandes repérables par contraste visuel ou tactile	SO	
	2° - Atteinte et usage des équipements		
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	AF	
	Utilisation en position debout comme assis d'au moins un équipement ou mobilier par groupe	AF	
	Pour les commandes manuelles et les équipements nécessitant de de vois, lire, entendre ou parler :	SO	
	Pour les éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire ou d'utiliser un clavier :	SO	
	Guichet d'information ou de vente manuelle avec communication sonorisée avec le personnel :	SO	
	Les salles de réunion des ERP de 1re à 4e catégories : - Au moins une salle est équipée d'une boucle à induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9.	SO	
	Eléments de signalisation et d'information conformes à l'annexe 3.	PM	
	Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané	SO	Absence de lave main, mise en œuvre de lavabo dans les sanitaires. La cuvette des toilettes devra être situé à une hauteur comprise entre 0.45 et 0.50 m. renforts au niveau des barres d'appui des sanitaires prévus au lot 4 La CCTP du lot 06 CVC décrit une vasque PMR.
	Les interrupteurs et les boutons de commande mis à disposition du public ne sont pas à effleurement.	SO	
	Dispositions relatives aux sanitaires		
	I. Usages attendus :		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance adapté par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance et comportant un lavabo accessible.	AF	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	SO	
	Respect de la séparation par sexe si elle existe pour les autres cabinets d'aisance	SO	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main, patère	AF	
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (∅= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur	AF	
	Si plusieurs cabinet d'aisance adapté par sexe, répartition équitable des cabinets d'aisance permettant le transfert à gauche et à droite	SO	
	Cabinet d'aisance permettant les deux types de transfert	SO	
	Le sens de transfert est indiqué sur la porte de chaque cabinet d'aisances adapté par un pictogramme.	PM	
	2° - Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	PM	
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant	SO	
	Cuvettes entre 0,45m et 0,50m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	PM	
	Barre d'appui entre 0,70m et 0,80m pouvant supporter le poids d'un adulte	AF	
	Distance entre l'axe de la barre d'appui et l'axe de la cuvette compris en 0,40 et 0,45m	AF	
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m.	AF	
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	<p>Urinoirs ou sèche-mains en batterie positionnés à des hauteurs différentes</p> <p>Dispositions relatives aux sorties</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Repérage, détection, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation conforme à l'annexe 3.</p> <p>Absence de confusion avec les sorties de secours</p>	<p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	<p>Une signalétique spécifique est prévue pour chaque locaux.</p>
Art. 14	<p>Dispositions relatives à l'éclairage</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle.</p> <p>Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>Valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 lux pour le cheminement extérieur accessible - 20 lux pour les parcs de stationnement et leurs circulations piétonnes accessibles - 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office - 100 lux pour les circulations intérieures horizontales - 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile <p>Extinction progressive en cas de temporisation</p> <p>Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence</p> <p>La mise en oeuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p>	<p>valeur d'éclairement moyenne pour le cheminement extérieur : 20 lux au minimum</p> <p>Existant non modifié.</p> <p>Absence de poste d'accueil ou de mobilier en faisant office.</p> <p>Le CCTP lot 05 électricité décrit un niveau d'éclairement de 150 lux.</p> <p>Absence d'escalier et d'équipement mobile.</p> <p>Le CCTP lot 05 électricité précise que toute temporisation des installations d'éclairage sera précédée d'une extinction progressive.</p> <p>Article 16 à 19</p>
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement		
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	SO	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	<p>Dispositions spécifiques relatives aux cabines et aux espaces à usage individuel.</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Présence de cabines ou des espaces adaptés aux personnes handicapées et desservis par un cheminement accessible.</p> <p>Emplacements identiques aux autres cabines ou douches regroupées</p>	<p>AF</p> <p>AF</p>	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Respect de la séparation par sexe si elle l'est pour les autres cabines ou douches	AF	Deux cabines séparées.
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° Nombre		
	Le nombre minimal de cabines ou d'espaces adaptés : 1 si 20 maximum 2 si 50 maximum 1 supplémentaire par tranche de 50 chambres	AF	
	2° Atteinte et usage		
	Les cabines ou espaces à usage individuel adaptés comportent :		
	- espace de manoeuvre (conforme à l'annexe 2)	AF	
	- un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout ».	AF	Le CCTP lot 06 CVC précise qu'une barre de relevage et un siège de douche PMR seront mis en œuvre.
	Les douches adaptées comportent :		
	- Siphon de sol	AF	
	- Equipement permettant de s'asseoir	AF	
	- Possibilité d'appui debout	AF	
	- Espace d'usage conforme à l'annexe 2 situé latéralement par rapport à l'équipement permettant de s'asseoir	AF	
	- Un espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour conforme à l'annexe 2 ;	AF	
	- Equipements accessibles assis (patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroirs, fermeture de porte)	AF	
Art. 19	Dispositions spécifiques relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs ou équipements disposées en batterie ou en série.	SO	
Art. 20	Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette fonctionnalité.	SO	
Art. 21	Références à l'arrêté du 01/08/2006 et à l'arrêté du 20/04/2017	PM	
Art. 22	Abrogation de l'arrêté du 01/08/2006	PM	
Art. 23	Entrée en vigueur de l'arrêté	PM	
Art. 24	Publication au journal officiel	PM	

VII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L 111-7 à L 111-8-4, R.111-5, R 111-19-7 à R 111-18-12

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre I, Chapitre I, Section III Sous-section 5 Dispositions applicables aux établissements recevant du public situés dans un cadre bâti et aux installations ouvertes au public existantes	PM	Concerne les travaux dans le CAP - Bâtiment existant
Art. R 111-19-7 I	Domaine d'application de la présente sous section	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
Art. R 111-19-7 II à IV	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
Art. R-111-19-8 I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R111-19-7 et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
Art. R-111-19-8 II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
Art. R-111-19-8 III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
Art. R-111-19-8 IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
Art. R 111-19-9	Diagnostic des ERP des 4 premières catégories à réaliser : - Au plus tard le 1er janvier 2010 pour les établissements classés en 1ère et 2ème catégories et les établissements classés en 3ème et 4ème catégories appartenant à l'Etat ou à ses établissements publics, ou dont l'Etat assure contractuellement la charge de propriété, - Au plus tard le 1er janvier 2011 pour les établissements classés en 3ème et 4ème catégories à l'exception de ceux mentionnés ci-dessus et pour l'ensemble des établissements mentionnés à l'article R. 111-19-12 classés dans les quatre premières catégories au sens de l'article R. 123-19	HM	Document à nous communiquer s'il a été réalisé.
Art. R 111-19-10 I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
Art. R 111-19-10 II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
Art. R 111-19-10 III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R 111-19-11	I- Conditions techniques d'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-10 définies par arrêté	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
	II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Arrêtés non parus
Art. R-111-19-12	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R 111-19-7 à R 111-19-11 du CCH.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM	A la charge du MOA
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	PM	Un éclairage en façade est ajouté.
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	PM	Une signalisation ainsi qu'un éclairage sont ajoutés au niveau des places PMR.
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation I. - Usage attendu Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur. En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple II. - Caractéristiques minimales 1° Accès 2° Repérage Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes) Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé 3° Atteinte et usage Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m) Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m) Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes. Sans vision directe : interphonie avec visualisation.	PM SO HM AF AF SO SO SO SO HM SO AF SO SO	Une signalétique, un éclairage en façade et une balise sonore au dessus de la porte d'entrée accès aux publics sont ajoutés Existant non modifié Mise en place d'une signalétique contrastée ainsi que d'un éclairage en façade. La signalétique mise en place spécifiera si l'entrée est destinée aux publics ou aux artistes. Existant non modifié Mise en place d'une balise sonore au dessus de la porte d'entrée accès public.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies	SO	
	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	AF SO AF	Point d'accueil situé à proximité immédiate de l'entrée du publiques. Le tableau récapitulatif des non-conformités précise que l'éclairage de la zone d'accueil sera remplacé afin d'être uniforme et moins éblouissant.
Art. 6	II. - Caractéristiques minimales	AF	Adaptation du meuble billetterie par mise en oeuvre d'une tablette rabattable de dimensions répondant aux exigences en terme d'accessibilité (hauteur maximale de 0,80m, et vide en partie inférieure d'au moins 0,30m de profondeur, 0,60m de largeur et 0,70m de hauteur
	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usage attendu	HM	Existant non modifié
	II. - Caractéristiques minimales		
Art. 7	1° Caractéristiques dimensionnelles :	HM	Existant non modifié
	2° Sécurité d'usage	HM	Existant non modifié
	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		
	Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation ≥ 1,20m	PM	Les escaliers examinés dans ce rapport desservent uniquement l'estrade située à une hauteur de 0.80m par rapport au sol.
	Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis	SO	
	Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall	SO	
	Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier	SO	
	Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher	SO	Les escaliers examinés dans le cadre de ce rapport sont les escaliers de l'estrade.
	7.1. escaliers		
	I. - Usage attendu		
	Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée		
	II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur		
	1° Caractéristiques dimensionnelles	HM	
	2° Sécurité d'usage		
	Signalisation de la 1ère marche en haut et sur palier intermédiaire par contraste visuel et tactile	AF	Contraste des contre-marches pour la première et dernière
	Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuelle	AF	
	Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif	AF	Les éclairages mis en place devront permettre un niveau d'éclairage moyen de 150 lux en tout point des escaliers.
	Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)	AF	
	3° Atteinte et usage		
	Main courante de chaque côté	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée</p> <p>Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central</p> <p>7.2. Ascenseurs</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>Appareil élévateur en remplacement d'un ascenseur sans dérogation si :</p> <p>Etablissement en zone PPR Inondation ou topographie rendant impossible un cheminement PMR pour accès à l'entrée</p> <p>A l'intérieur d'un Etablissement dans cadre bâti existant</p> <p>Caractéristiques minimales EPMR : Dimension plateforme 140X90 (140X110 si service en angle) Surcharge 250 kg/m² soit Capacité 315 kg pour 140X90 Position commande accessible en fauteuil Commande d'appel à enregistrement si EPMR avec gaine fermée hors débattement porte et sans gêne pour circulation Largeur porte ou portillon 90 cm soit 83 cm de passage libre</p>	<p>PM</p> <p>SO</p>	<p>Les mains courantes devront être comprises à une hauteur située entre 0.80m et 1.00m.</p>
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	HM	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes	HM	Existant non modifié
Art.10	<p>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</p> <p>I. - Usage attendu</p> <p>Repérage des portes vitrées</p> <p>Toutes portes manoeuvrables</p> <p>Absence de danger pour portes battantes et automatiques</p> <p>SAS de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes</p> <p>Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>1° Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>2° Atteinte et usage</p> <p>Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »</p> <p>Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles</p> <p>Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux</p> <p>Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N</p> <p>Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées</p> <p>3° Sécurité d'usage</p> <p>En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement</p> <p>Repérage des portes vitrées</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>HM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p>	<p>Une vitrophanie à 1,10 m et 1,60 m du sol est prévue pour les portes vitrées.</p> <p>Les poignées de porte sont remplacées.</p> <p>Existant non modifié</p> <p>Les poignées de porte sont remplacées ainsi que la signalétique.</p> <p>Une vitrophanie à 1,10 m et 1,60 m du sol est prévue pour les portes vitrées.</p> <p>Existant non modifié</p>
Art. 11	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance	AF	Présence de 2 cabinets d'aisance accessibles.
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	AF	
	Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation	SO	Un cabinet PMR par sexe.
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (∅= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	AF	
	2° Atteinte et usage		
Art. 14	Dispositif de fermeture de porte	AF	
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	AF	
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AF	
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AF	
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	Présence d'un seul urinoir.
	Dispositions relatives aux sorties		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
Art. 14	II. - Caractéristiques minimales		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	PM	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	PM	Il conviendra de mettre en place une signalétique adaptée afin de ne pas confondre les sorties de secours avec la sortie d'usage normal.
	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. - Usage attendu		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :		
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	AF	valeur d'éclairement moyenne pour le cheminement extérieur : 20 lux au minimum
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	AF	
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	SO	
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux	AF	
	des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	PM	
	Autres dispositions :		
	Extinction progressive en cas de temporisation	SO	Existant non modifié
	Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence	SO	Existant non modifié

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 15	Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	HM	Existant non modifié
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	PM	Cf : VII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français Sous-titrage en français activé sur téléviseurs dans lieux publics si fonctionnalité disponible Mise à disposition d'une notice dans lieux privés pour activer sous-titrage et audio-description		
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VII.3 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Salles d'activités

Description sommaire des installations :

Date d'application du référentiel réglementaire : 15/03/2021

Classement :

Annexe CAP : activité de type L : effectif public 1personne/m² de salle d'activité

**Annexe CAP classée ERP 5ème - Salle principale
classée ERP 1er groupe**

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Non reçu à ce jour

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non reçu à ce jour

Autres prescriptions particulières :

Non reçu à ce jour

VII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 26/11/2011 et précédents. La présente matrice concerne l'Annexe du CAP.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	PM	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	Sorties de plain-pied sur l'extérieur, diffusion d'alarme sonore et visuelle
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	PM	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	se reporter aux articles concernés
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	se reporter aux articles concernés Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 26/10/2011 et précédents
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	Salles réservées aux associations relevant du L1 §1 b. Effectif public pris selon le ratio d'une personne/m² de salle d'activité
PE 2	Etablissements assujettis	AF	
PE 3	Calcul de l'effectif	PM	
PE 4	Vérifications techniques	PM	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gaines		
PE 5	Structures	SO	Etablissement en simple RDC
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	AF	
			Isolement vis à vis des tiers : Nous prenons note de l'extension de la zone loges dans l'Annexe.A défaut d'indépendance des structures, l'annexe du CAP sera SF2h. Le voile mitoyen sera CF2h
PE 7	Accès de secours	AF	
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers	AF	Locaux de stockage traités en locaux à risques d'incendie

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	<p>Sortie rendue possible par les salles d'activité afin de supprimer l'effet cul de sac.</p> <p>Compte tenu de l'effectif prévisible inférieur à 100 personnes, l'établissement doit disposer d'une issue totalisant 2UP complété par un dégagement de 0.60 mètre ou un dégagement accessoire.</p> <p>La porte de la terrasse fermée sera décondamnable en toutes circonstances.</p> <p>Salles 1, 2, 4 : Occultation des les menuiseries extérieures par le biais de stores. Ceux-ci ne condamneront pas l'accès aux portes.</p>
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements	AF	
		AF	
		AF	
		AF	
PE 12	Conduits et gaines	PM	
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	AF	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	Plafonds classés Bs1,d0 Sols : carrelage ou sols souple Bfl,s1
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	SO	Absence de locaux de plus de 100m²
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	SO	
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	PM	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	PM	Panneaux rayonnant eau chaude
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission	AF	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	PM	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AF	
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	SO	
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction	PM	<p>Equipement d'alarme de type 4 + flash visuel dans le locaux fréquentés isolément.</p> <p>Un téléphone est prévu dans l'extension.</p> <p>A respecter par l'exploitant</p>
PE 26§1	Extincteurs		
PE 26§2	Colonnes sèches		
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel	PM	
PE 27§2	Alarme	AF	
PE 27§3	Téléphone	AF	
PE27§4	Consignes	PM	
PE27§5	Instruction du personnel	HM	
PE27§6	Affichage des plans	PM	
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêtés du 23/02/2018, 10/05/2019, 07/02/2022 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		Cette matrice vise les travaux de mise en accessibilité de la salle de spectacle.
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	PM	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	AF	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	se reporter aux articles concernées
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	se reporter aux articles concernés
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI		
GN 14	Matériels du SSI		
GN 14	Matériels électriques		
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson		
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.		
	Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
GE 10	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
Chapitre II - Construction			
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers		
CO 6	Objet.	PM	
CO 7	Isolement latéral entre un établissement recevant du public et les tiers contigus.	AF	Isolement vis à vis des tiers : zone loges dans l'Annexe.A défaut d'indépendance des structures, le bâtiment Annexe CAP sera SF2h, le mur mitoyen sera CF2h.
CO 8	Isolement entre un établissement recevant du public et les bâtiments situés en vis-à-vis.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
CO 9	Isolement dans un même bâtiment entre un établissement recevant du public et un tiers superposés.	SO	
CO 10	Franchissement des parois verticales d'isolement ou aires libres d'isolement.	SO	
CO 11 - CO 15	Section III - Résistance au Feu des Structures	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage		
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Changement de la porte d'accès à la salle par une porte CF1/2h à fermeture automatique
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
CO 27 - CO 29	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
CO 30 - CO 33	Section VIII - Conduits et Gains	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
CO 34 - CO 60	Section IX - Dégagements	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet - changement de portes à largeur de passage dito existant
	Section X - Tribunes et Gradins non Démontables		
CO 61	Tribunes et gradins non démontables.	PM	Les travaux sur les gradins se limitent à la mise en oeuvre de garde-corps et escaliers
AM 1 - AM 20	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
CH 1 - CH 58	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	SO	
EL 1 - EL 23	Chapitre VII - Installations électriques	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
EC 1 - EC 15	Chapitre VIII - Eclairage	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	SO	
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
	Section II - Moyens d'Extinction		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
	Sous-section 2 - Branchements et canalisations		
MS 8	Dispositions générales.	AF	Modification de l'alimentation du réseau RIA : deux réseaux distincts AEP/RIA réseaux RIA prévus en acier
MS 9	Protection des canalisations d'incendie.	PM	Pour le réseau RIA traversant le local rangement, les dispositions de l'article MS9 seront à respecter : métaux ou alliages dont le point de fusion est d'au moins 1 000° C.
MS 10	Compteurs.	HM	
MS 11	Barrages.	PM	Les éventuelles vannes de barrage mise lors de la modification du réseau RIA seront plombées en position d'utilisation.
MS 12	Pression.	PM	Modification réseaux RIA : une mesure de pression sera à prévoir avant et après travaux.
MS 13	Raccords d'alimentation.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	SO	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	SO	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	SO	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	SO	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	SO	
MS 38 - MS 40	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
MS 41 - MS 44	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet
	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.		
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.		
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 53 - MS 69	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet - les travaux se limitent à de la modification d'implantation d'équipements pour les rendre accessibles et asservissement de la porte accès salle.
	Section VI - Système d'Alerte		
MS 70	Définition, règles générales.		
MS 71	Communications radioélectriques.		
	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 72	Entretien et signalisation.		
MS 73	Vérifications techniques.		
MS 74	Contrôles.	HM	Concerne l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.